



BUDGET PRIMITIF 2022
BUGGETTU PRIMU 2022

LE RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

S O M M A I R E

I) LE RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présentation générale Page 1

I.1) Les opérations d'intervention et de développement

1) La présentation par programme Page 2

2) La présentation par financeur Page 3

3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes Page 5

I.2) La section d'exploitation du Budget Principal

1) Les dépenses Page 13

2) Les recettes Page 19

I.3) La section d'investissement du Budget Principal

1) Les dépenses Page 24

2) Les recettes Page 27

I.4) La section d'exploitation du Budget Annexe FEADER

1) Les dépenses Page 29

2) Les recettes Page 30

I.5) La section d'investissement du Budget Annexe FEADER Page 30

I) Le rapport au Conseil d'Administration

Présentation générale

Le Budget Primitif de l'exercice 2022 inclut le Budget Principal et le Budget Annexe FEADER.

Il comprend la section d'exploitation et la section d'investissement :

- La première décrit les opérations affectant le résultat de fonctionnement.
- La seconde retrace les opérations relatives à la composition du patrimoine.

Le Budget Primitif 2022, qui est soumis au Conseil d'Administration, permet d'arrêter les autorisations de dépenses présentant un caractère limitatif, et les prévisions de recettes dans le cadre de l'autorisation préalable.

La méthode de vote proposée, qui est soumise à votre décision, consiste à procéder à un vote par chapitre.

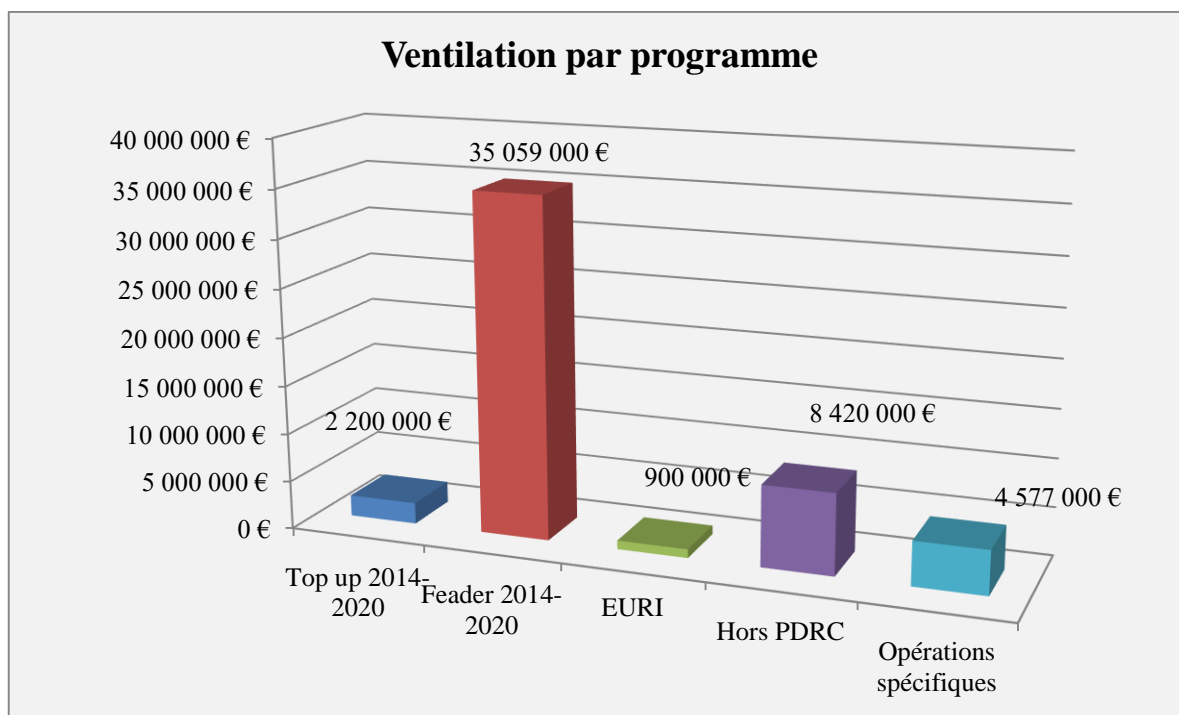
Le rapport au Conseil d'Administration examine successivement les opérations d'intervention et de développement, les sections d'exploitation et d'investissement du Budget Principal et du Budget Annexe FEADER.

I.1) Les opérations d'intervention et de développement

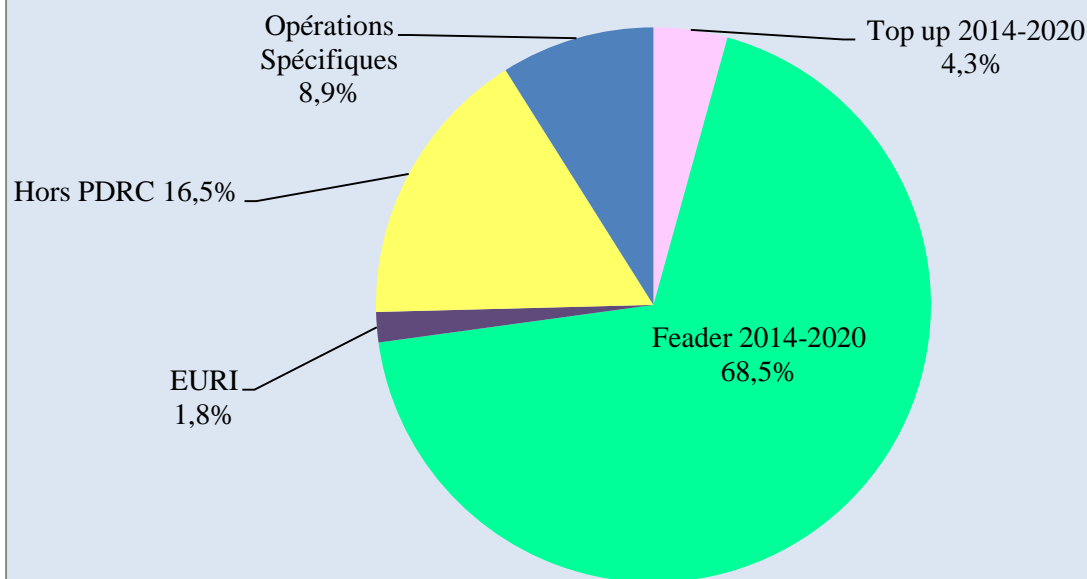
1) La présentation des interventions par programme

Au cours de l'exercice 2022, il est prévu de mettre en œuvre 51 millions d'euros d'aides et autres concours dont :

- ✓ 35 059 000 €, soit 68,5 % du total des interventions prévues, concernent le programme FEADER 2014-2020. Par ordre décroissant d'importance l'Union Européenne contribue pour 23 320 000 €, l'État pour 6 563 000 €, la CdC pour 5 111 000 € et les autres financeurs pour 65 000 €.
- ✓ 2 200 000 €, soit 4,3 % des interventions, relèvent du programme Top Up deuxième composante du PDRC. La CdC en finançant 2 000 000 € et l'État 200 000 €.
- ✓ 8 420 000 €, soit 16,5 % des interventions, afférents au programme hors PDRC. La CdC étant l'unique contributeur de ce programme.
- ✓ 4 577 000 €, soit 8,9 % des interventions, relatifs au programme Opérations Spécifiques. La CdC finance ce programme à hauteur de 4 090 000 € et l'État pour 487 000€.
- ✓ 900 000 €, soit 1,8 % des interventions, relatifs au programme EURI. L'Union Européenne étant l'unique contributeur de ce programme.



Ventilation des interventions selon les programmes en %



2) La présentation des interventions par financeur

La répartition des interventions par financeur déclinée par programme est la suivante :

Programmes/financeurs	U.E.	État	CdC	Autres	Total euros
TOP UP 2014-2020		200 000	2 000 000		2 200 000
FEADER 2014-2020	23 320 000	6 563 000	5 111 000	65 000	35 059 000
EURI	900 000				900 000
Hors PDRC		0	8 420 000		8 420 000
Opérations spécifiques		487 000	4 090 000		4 577 000
Total euros	24 220 000	7 250 000	19 621 000	65 000	51 156 000
Répartition %	47,3%	14,2%	38,4%	0,1%	100%

Les dépenses d'interventions prévues se répartissent budgétairement comme suit :

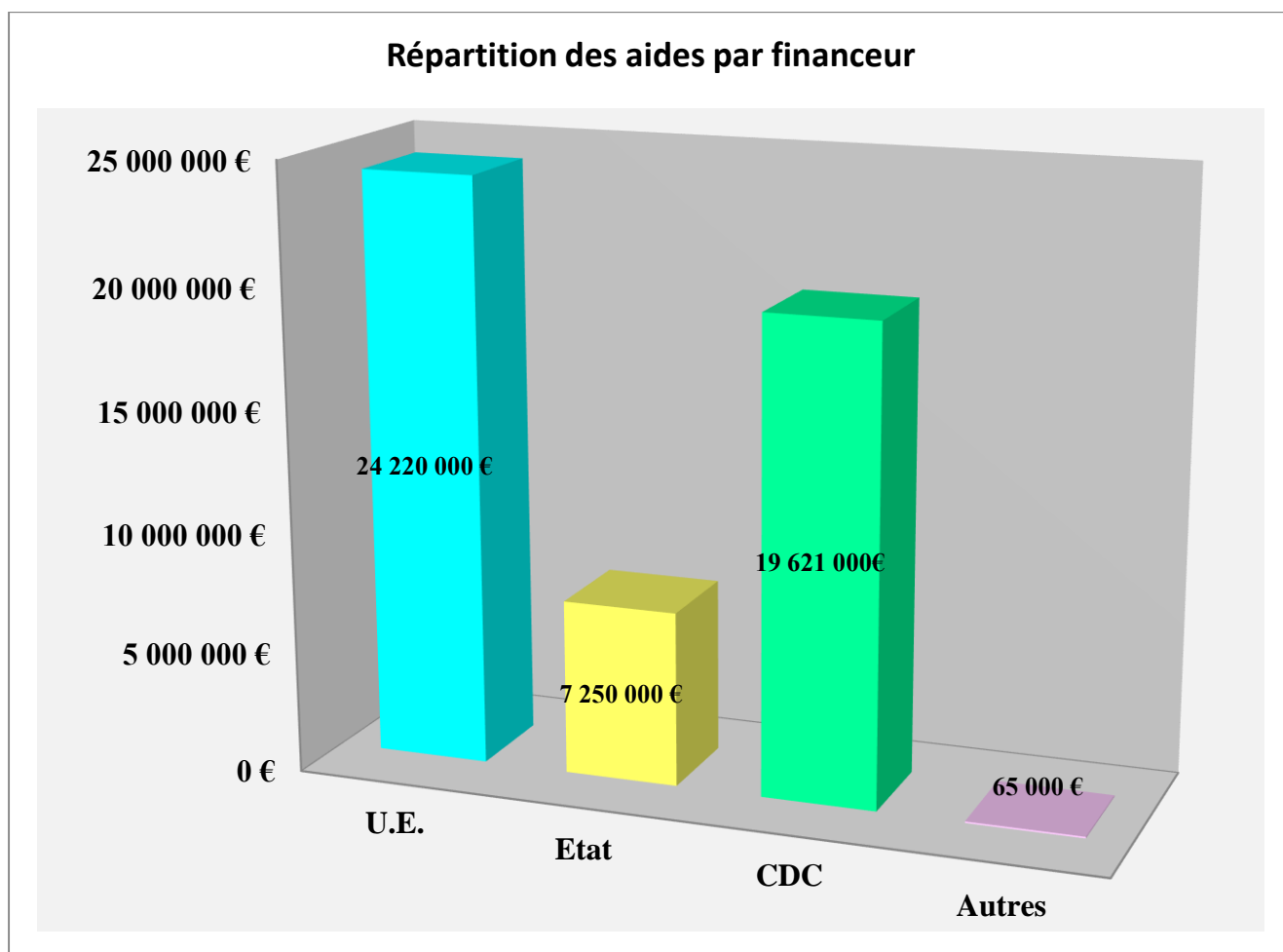
✓ Au budget principal pour 26 936 000 € dont :

- 350 000 € de dépenses en section d'investissement au chapitre 26 au titre des fonds de financement générant un droit à retour des opérateurs financiers gestionnaires de ces fonds.
- 26 586 000 € de dépenses en section d'exploitation au chapitre 65 pour les contributions financières nationales en provenance de la CdC, de l'État et de l'Agence de l'eau, au titre des programmes fléchés plus haut.

- ✓ Au budget annexe pour 24 220 000 € au chapitre 65 en section d'exploitation pour les aides émanant de l'Union Européenne dans le cadre du programme FEADER.

Tous programmes confondus, l'Union Européenne contribue pour 47,3 % (24,2 M€) de l'ensemble des interventions prévues, la CdC pour 38,4 % (19,6 M€), l'État à hauteur de 14,2 % (7,2 M€) et les autres financeurs pour 0,1 % (0,06 M€).

La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



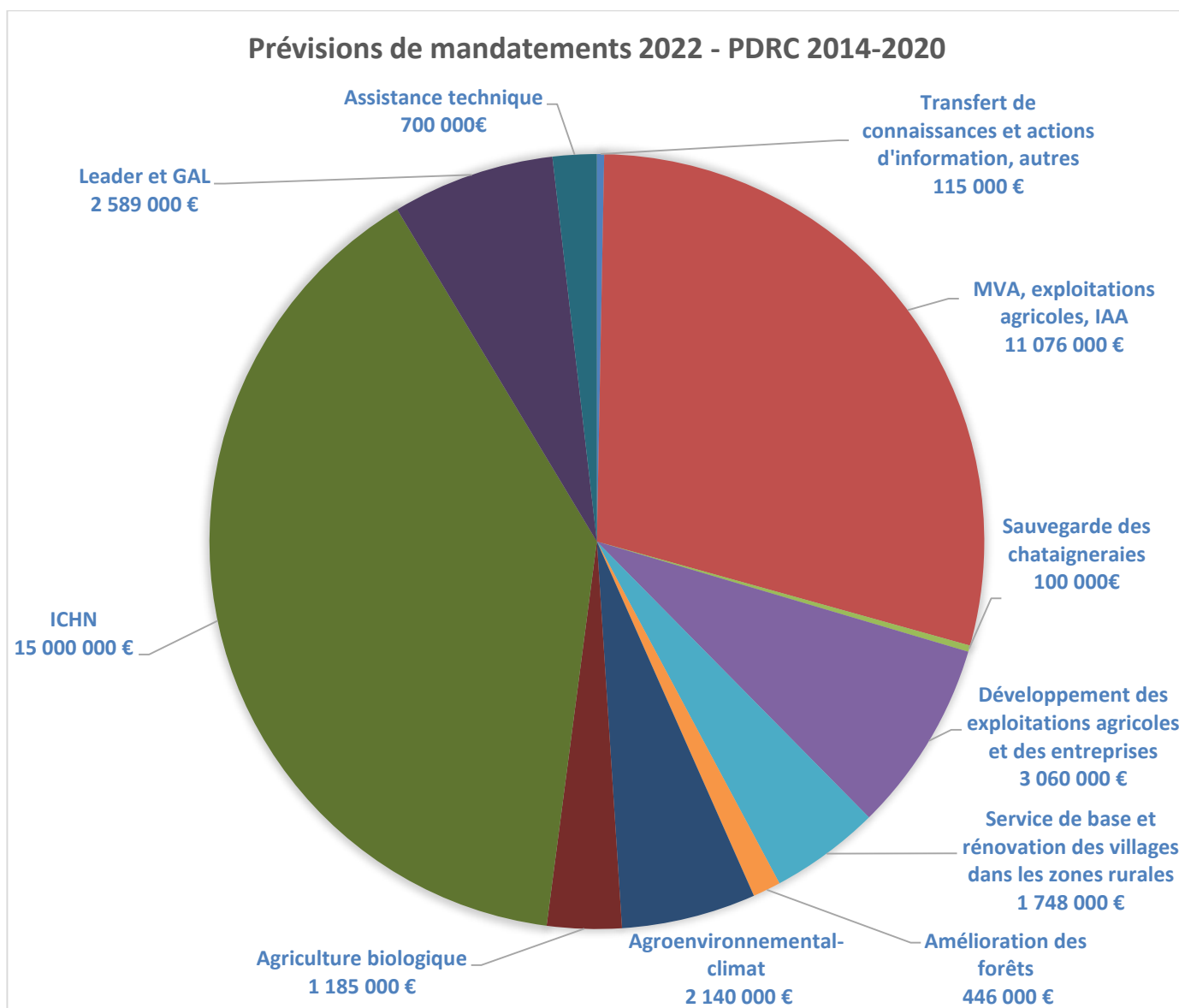
3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Les interventions principales de l'Office, relevant des dispositifs PDRC 2014-2020, mobilisent 38 159 000 € d'aides, celles afférentes aux actions hors PDRC 8 420 000 € et enfin, celles relatives aux Opérations Spécifiques 4 577 000 €.

Les principaux mandatements d'aides prévus se répartissent dans les natures d'intervention ci-après.

➤ Au titre du PDRC 2014-2020

Le diagramme circulaire ci-dessous retrace les mandatements prévus par action ou groupe d'actions.



✓ **Huit dispositifs ou groupes de dispositifs du PDRC** (tous financeurs confondus) sont à signaler au regard de leur impact financier. Ils représentent 98 % des interventions au titre du programme pour l'exercice 2022 :

- **15 000 000 € pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels.**

Cette mesure vise à maintenir les activités agricoles dans des zones rurales où les conditions d'exploitation sont difficiles, notamment en raison de conditions pédoclimatiques défavorables à l'exploitation des terres. Ces milieux défavorisés, sont menacés de déprise alors que l'activité agricole y est essentielle pour le maintien des paysages ruraux et la préservation des ressources naturelles. Il peut s'agir de zones montagneuses, de territoires à forte pente, de zones humides ou encore de zones sèches. L'agro-pastoralisme et l'élevage herbager sont généralement prédominants sur ces territoires.

Cette mesure permet aussi de compenser une partie des pertes de revenus et des coûts supplémentaires des exploitations agricoles situées dans ces zones par rapport à celles implantées en zones de plaine, afin de les inciter à poursuivre leur activité.

Le volume d'aide pour l'exercice 2022, calculé sur la base d'un taux de cofinancement de 75 % de FEADER et de 25 % de contrepartie État, comprend le solde de la campagne 2021 et le premier acompte de la campagne 2022.

- **11 076 000 € relatifs au financement des investissements physiques.**

Cette mesure soutient les investissements visant l'amélioration des performances économiques et environnementales des secteurs agricole et sylvicole.

En Corse l'accès au foncier est un enjeu majeur. Il constitue souvent un obstacle à l'installation et au développement de l'agriculture. Un phénomène de périurbanisation grandissant accompagne la disparition de terres à haut potentiel agricole et une spéculation sur le prix du foncier. Cela se traduit notamment par une baisse des surfaces en cultures pérennes, par exemple au titre des cultures arboricoles (kiwi, amande, châtaigne, prune) et agrumicoles. Dans les zones en déprise, en particulier en montagne, le foncier agricole est très morcelé et l'obtention de baux s'avère donc problématique. Le relief handicape l'accès aux parcelles et la logistique des exploitations. Ainsi au cours des années, les effectifs ovins-caprins et porcins, de même que les surfaces en culture, ont diminué alors que la production agricole corse ne satisfait qu'un tiers du marché local.

De plus, un déficit de réalisation des documents d'urbanisme rend difficile la protection des zones agricoles et leur mobilisation. A travers deux dispositifs d'aides, le PDRC vise donc à couvrir les besoins en protection, mobilisation et équipement du foncier agricole, en favorisant la reconquête et la gestion des parcours pastoraux et des cultures pérennes. Dans ce cadre, il est prévu pour 2022 :

- Une aide aux investissements dans les exploitations agricoles et une prise en charge de travaux d'aménagements parcellaires à l'échelle des exploitations, à hauteur de 10 300 000 €.
- Le premier dispositif de mise en valeur et d'équipement des exploitations agricoles a pour ambition d'augmenter la productivité ou de diminuer les coûts de production améliorant ainsi la valeur ajoutée, de mieux organiser la chaîne de travail ou d'optimiser les processus de production, et d'améliorer l'impact environnemental. Il s'agit d'intervenir sur l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles par la réalisation d'investissements structurants et d'équipements de ces dernières.

La modernisation des outils de travail permet par conséquent de conforter les filières d'élevage et de production végétale en répondant aux besoins de restructuration des unités d'élevage, aux impératifs de reconquête et de gestion des parcours pastoraux, ainsi que de pérennisation de l'arboriculture.

Le deuxième dispositif de prise en charge de travaux d'aménagement permet de financer les exploitants pour l'implantation de cultures pérennes viticoles ou fourragères, le débroussaillage de parcours, la mise en place de l'irrigation, les clôtures et l'accès aux parcelles.

- Une aide aux investissements à vocation collective concernant des infrastructures structurantes dans les secteurs agricole et forestier pour le territoire et un soutien aux démarches collectives de valorisation de l'espace agricole essentiellement liées au pastoralisme pour 260 000 €, améliorant les infrastructures et organisant les zones pastorales selon les préconisations des plans de gestion de ces espaces, en réalisant les travaux de desserte agricole, les clôtures, l'ouverture ainsi que l'équipement des parcours collectifs, et la rénovation du petit patrimoine bâti.
- Un soutien à travers la mesure Industries Agro-Alimentaires (IAA) à hauteur de 516 000 € visant à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de technologies et organisations innovantes, génératrices d'activité économique pérenne et réduisant leur empreinte environnementale sur l'ensemble du cycle de vie. Ce dispositif permet, en modernisant les outils, le développement des IAA au travers de l'amélioration de la compétitivité de ces dernières, en renforçant leurs capacités de transformation et de commercialisation, et également, le renforcement de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires, par le développement du lien avec l'amont agricole pour l'ensemble des secteurs concernés (productions animales et végétales et émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs).

- **3 060 000 € au bénéfice du développement des exploitations agricoles et des entreprises.**

Cette mesure, répondant à la chute du nombre d'exploitations insulaires, vise à soutenir le développement économique et à favoriser la création d'emploi dans les zones rurales. Elle soutient principalement les activités agricoles, notamment les nouvelles installations en agriculture des jeunes agriculteurs, la diversification des exploitations agricoles vers des activités non-agricoles, et le développement d'entreprises en zones rurales.

Les aides prévues sont :

- L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs s'élevant à 2 300 000 €, octroyée via la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA), dotation en capital nécessaire au démarrage à l'installation, aux candidats âgés de moins de 40 ans qui souhaitent s'installer comme chef d'exploitation agricole pour la première fois et qui disposent des compétences et connaissances professionnelles suffisantes.
- L'aide aux investissements soutenant la création ou le développement d'activités économiques non agricoles mobilisant 760 000 € de crédits. L'objectif des opérations de soutien aux projets de diversification non agricole en lien avec une activité agricole et d'accompagnement des entreprises rurales souffrant d'un déficit de compétitivité avéré, étant de favoriser l'économie rurale en termes d'emploi, de développement local et de respect de l'environnement.

- **2 140 000 € d'aides appuyant les actions agroenvironnementales et climatiques.**

La Corse, île montagne, est soumise à des contraintes pédoclimatiques importantes. L'activité agro-pastorale est largement développée sur le territoire et présente de nombreux avantages pour la préservation de la biodiversité et l'entretien de milieux menacés de fermeture. Cependant, la déprise agricole est forte dans ce territoire, ce qui entraîne une perte de biodiversité, une dégradation du patrimoine paysager et une augmentation des risques d'incendie.

Pour enrayer ce phénomène, les Mesures Agroenvironnementales et Climatiques (MAEC) ciblent le maintien des systèmes agro-pastoraux et des milieux en déprise, la qualité de l'eau, et la lutte contre les incendies.

Cette mesure permet d'accompagner les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale ou dans le maintien de telles pratiques lorsqu'elles sont menacées de disparition. C'est un outil clé pour la mise en œuvre du projet agro-écologique. Les agriculteurs souscrivant les mesures agro-environnementales et climatiques s'engagent sur plusieurs années à modifier ou maintenir leurs pratiques agricoles ou leur mode de production selon un cahier des charges spécifique à chaque MAEC. En respectant ceux-ci, ils contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce changement, à la protection et l'amélioration des écosystèmes, des paysages, des ressources naturelles et de la diversité génétique.

L'aide, calculée sur la base d'un taux de cofinancement de 50 % de FEADER et de 50 % de contrepartie nationale, correspond à une compensation financière versée à l'agriculteur destinée à couvrir les coûts supplémentaires et/ou les pertes de revenus résultant des engagements souscrits dans le cadre des MAEC, allant au-delà des exigences et normes réglementaires obligatoires.

- **2 589 000 € relevant du soutien au développement local LEADER.**

Il s'agit d'un soutien à des territoires ruraux pour des actions relevant de stratégies définies localement par un ensemble de partenaires publics et privés regroupés dans des groupes d'action locale (GAL). La démarche LEADER vise explicitement à renforcer ou concevoir des stratégies locales de développement et à sélectionner les actions permettant de concrétiser ces stratégies. Les actions programmées doivent apporter une valeur ajoutée en termes de méthodologie (émergence de nouveaux partenariats) ou de contenu (impact pour le territoire).

L'originalité et la spécificité de LEADER reposent sur plusieurs principes :

- Définition d'une stratégie de développement définie à un niveau infrarégional.
- Partenariat local, fondé sur une participation d'acteurs publics et privés donnant une place au moins égale à ces derniers au niveau décisionnel. Ce partenariat définit sa stratégie et co-anime ses actions.
- Approche ascendante globale consistant à associer plusieurs secteurs de l'économie rurale pour définir une stratégie intégrée.
- Ciblage de la stratégie sur des axes prioritaires pour garantir la concentration des moyens et la lisibilité.
- Approches novatrices apportant une réelle valeur ajoutée aux territoires par rapport aux autres opérations existantes (en termes de méthode et/ou de contenu).
- Engagement dans des processus d'échange et de capitalisation de pratiques innovantes, qui passe par une participation à la mise en réseau.
- Mise en œuvre de projets de coopération interterritoriale et transnationale.

La démarche LEADER prend appui sur 4 sous-mesures :

- 19.1 Soutien préparatoire à l'élaboration de stratégies de développement
- 19.2 Soutien à la mise en œuvre des opérations liées aux stratégies locales de développement
- 19.3 Préparation et mise en œuvre des activités de coopération
- 19.4 Animation et frais de fonctionnement

Les Stratégies Locales de Développement des GAL doivent contribuer à un développement territorial équilibré des zones rurales et constituer un cadre approprié pour traiter des liens rural-urbain.

- **1 185 000 € destinés à l'Agriculture Biologique (AB).**

L'Agriculture Biologique est un mode de production et de transformation respectueux de l'environnement, du bien-être animal et de la biodiversité, améliorant la résilience des systèmes de production face aux changements climatiques. En particulier, concernant la production végétale, les produits agricoles sont cultivés sans recours aux produits chimiques de synthèse et sans organisme génétiquement modifié. Les produits issus de l'Agriculture Biologique sont contrôlés par un organisme indépendant agréé par les pouvoirs publics. Le logo bio européen et le logo AB garantissent que le produit respecte les règles de l'agriculture biologique.

Cette mesure vise à compenser tout ou une partie des surcoûts et manques à gagner liés à l'adoption ou au maintien par les agriculteurs des pratiques de l'agriculture biologique (tant qu'ils ne sont pas compensés par le marché), ceci en comparaison avec les pratiques de l'agriculture conventionnelle. Elle comprend deux aides :

- L'aide à la conversion à l'Agriculture Biologique prévue à hauteur de 970 000 € de crédits pour 2022. Cette aide constitue un des principaux leviers pour accompagner le développement des surfaces en Agriculture Biologique. Elle est accessible à tout agriculteur souhaitant s'engager dans ce mode de production.
- L'aide au maintien de l'Agriculture Biologique fixée à 215 000 € de crédits. Cette aide accompagne les exploitants qui se sont convertis à l'agriculture biologique afin d'éviter les risques de retour vers les pratiques dites « conventionnelles ».

Dans le cadre du FEADER, le financement UE se fixe à 75% de la dépense publique totale, et la contrepartie nationale à 25%.

- **1 748 000 € finançant les services de base et la rénovation des villages dans les zones rurales.**

Cette mesure vise à soutenir le développement de l'économie rurale, des infrastructures locales de services de base, afin de valoriser le potentiel de croissance économique, favoriser l'inclusion sociale et encourager le développement durable des zones rurales. Elle permet aussi d'assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, de contribuer à la planification du développement rural, et d'améliorer la qualité de vie en milieu rural, à travers le développement des services de base et des activités récréatives. Il s'agit aussi d'accompagner les territoires ruraux dans la mise en œuvre d'investissements publics dans les zones naturelles, les sites Natura 2000 et les zones à haute valeur naturelle, de favoriser la mise en place et l'amélioration des services essentiels à la population et à l'accueil en milieu rural dans la perspective de faciliter l'installation de nouvelles populations, de valoriser les circuits de découvertes patrimoniaux.

- **700 000 € en faveur de l'assistance technique.**

La mesure soutient l'assistance technique des programmes de développement rural régionaux (PDRR). A ce titre, elle finance des actions liées à la mise en œuvre du FEADER et la mise en réseau des acteurs ruraux. L'assistance technique prévue dans chaque PDRR concerne le financement des actions de mise en œuvre spécifique au programme par l'autorité de gestion. Elles relèvent des missions de préparation du PDRR, d'organisation des instances de gouvernance de ce dernier, de pilotage opérationnel, de suivi et d'évaluation du programme, d'animation et de gestion des dispositifs, de sécurisation juridique, de gestion des plaintes et de contrôle interne des procédures.

Diverses actions sont mises en œuvre plus spécifiquement pour renforcer les capacités des autorités de gestion pour administrer les fonds et simplifier leur utilisation pour les bénéficiaires. Cette aide est financée à 50 % par des crédits FEADER et à 50% en autofinancement public.

➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**

Un focus est réalisé sur les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs suivants :

- **Le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signe de qualité** sont financés à hauteur de 4 700 000 € et représente 55,8 % du programme. Les crédits CdC hors Top Up et FEADER afférents s'inscrivent dans le cadre du plan d'avenir dont les mesures sont instruites conjointement avec FranceAgriMer.

Il s'agit de privilégier notamment les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés.

Quatre raisons expliquent la priorité qui est donnée à l'axe qualité en matière d'intervention agricole :

- La qualité des produits et leur certification contribuent à les différencier de productions standard donnant ainsi les meilleures chances à leur valorisation et donc à l'amélioration du revenu des producteurs.
- La qualité et la certification s'avèrent être un outil efficace de protection des savoir-faire et donc de pérennité des produits et des activités de production qui les accompagnent et qui sont localisées dans les zones rurales souvent dans des milieux difficiles.
- La gamme des produits insulaires est un élément fort pour la construction de l'image de l'île.
- La Corse a pu faire reconnaître six produits en Appellation d'Origine Protégée, il s'agit des vins, du brocciu, des miels, de l'huile d'olive, de la farine de châtaigne et de la charcuterie corse, et cinq produits en IGP : clémentine, vins, pomelos, kiwi et noisette et un Label Rouge clémentine. De nombreuses autres démarches sont toujours en cours : IGP agneau de lait, IGP Cabri...

Les réalisations en termes de démarche qualité montrent que celles-ci participent à la pérennisation des productions typiques, au développement de leur marché et de leur notoriété et à l'accroissement de leur prix.

En complément des aides déployées au titre du PDRC 2014-2020 :

- **Les aides relatives aux investissements agricoles et vinicoles** se fixent à 3 300 000 €, soit 39,2 % des opérations hors PDRC. Elles ont pour vocation de compléter les dispositifs inscrits au PDRC permettant de poursuivre la modernisation des outils d'exploitation, en particulier au niveau de la filière vinicole. Ces aides sont destinées à financer les bâtiments et équipements agricoles et sont attribuées selon les mêmes conditions (modalités d'intervention, taux...) que celles mises en œuvre dans le cadre du PDRC, conférant ainsi une égalité de traitement des demandes émanant de l'ensemble des agriculteurs.

- **Les aides en matière de conseil** s'établissent à 310 000 € favorisant l'accès aux services de conseil ouvert aux agriculteurs, aux gestionnaires de forêts et de terre, également, aux entreprises en milieu rural afin d'améliorer leurs performances économiques et environnementales. Des services de conseil sont fournis pour évaluer les performances économiques et environnementales des exploitations agricoles, pour identifier les pistes d'amélioration dans le but de renforcer la compétitivité de l'exploitation agricole, et de réduire l'impact environnemental en renforçant leur résilience au changement climatique.

- **Les contributions financières en faveur des investissements forestiers et de l'amélioration foncière** destinées à soutenir la gestion durable de la forêt et de la sylviculture et de l'amélioration foncière mobilisent 110 000 € de crédits. En particulier, la gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité de satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes au niveau local sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes. Pour valoriser le patrimoine forestier, notamment la ressource forestière en bois, tout en pérennisant et en assurant la multifonctionnalité des forêts, une attention particulière est accordée à la préservation de la biodiversité et des habitats, la protection contre les risques naturels et la conservation de la qualité des paysages et des richesses culturelles.

➤ **Au titre des opérations spécifiques financées par la CdC**

Pour ce qui concerne les Opérations Spécifiques on relève notamment :

- **Les fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs** visant d'une part à faciliter l'accès au crédit des jeunes agriculteurs à travers l'obtention de prêts d'honneur durant les cinq premières années de leur installation, et d'autre part en apportant une garantie bancaire aux besoins de financement des jeunes exploitants à travers un organisme de financement agréé. La gestion du dispositif qui doit se poursuivre au regard de sa pertinence est assurée par la structure CAPI dont il faut poursuivre l'accompagnement. Ce dispositif est reconduit en 2022 avec un financement à hauteur de 350 000 €.

- **Le dispositif de gestion de crise** qui a pour ambition de prendre en charge les demandes individuelles ou collectives d'agriculteurs dont les exploitations ont eu à subir des dégradations de leurs outils de production suite aux aléas climatiques, aux crises sanitaires ou événements accidentels susceptibles d'affecter la pérennité de leurs exploitations. Cette mesure appelle 1 200 000 € de crédits.

- **La promotion des productions agricoles et rurales, la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture insulaire** qui appelle 300 000 € de crédits.

Ces opérations sont indispensables à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires à travers notamment la promotion des filières agricoles qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers...), la promotion générique et la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités.

- **L'appui aux SAFER et à la mobilisation du foncier** prévus à hauteur de 400 000 €.

Au regard de l'état du marché foncier à usage agricole (indivision, occupation des sols sans titre, faiblesse des aménagements fonciers), cet appui a pour objectif de soutenir l'action d'opérateurs fonciers afin qu'ils puissent dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles, et accompagner le développement de l'économie locale.

Cet appui a également vocation à compléter les interventions de la CdC au travers du PDRC et des fonds Hors FEADER et hors Top Up dans le domaine du soutien aux associations foncières autorisées qui sont des outils d'aménagement foncier et de développement à disposition des territoires et des collectivités locales.

Une véritable dynamique s'est en effet instaurée depuis quelques années sous l'impulsion de l'ODARC et de plus en plus de communes ou structures intercommunales s'inscrivent dans une démarche de création d'associations foncières de propriétaires, seul véritable outil juridique permettant de mobiliser un foncier morcelé, indivis mais également non titré.

L'accompagnement de ces acteurs ayant une volonté d'aménagement et de développement de leur territoire demeure toujours une priorité pour la CdC et l'ODARC.

- **Le dispositif d'aides aux travaux d'amélioration foncière** devrait mobiliser 500 000 € de crédits.

Il s'agit d'un dispositif, en collaboration avec la SAFER, visant d'une part, à protéger et mettre en valeur les terres agricoles, et d'autre part à améliorer leur potentiel foncier agricole et leurs conditions d'exploitation en les valorisant et en les rendant plus fonctionnelles.

- **Le dispositif de soutien aux éleveurs en matière d'analyses de santé animale** appelle 200 000 € de crédits.

Il s'agit d'un dispositif de soutien aux éleveurs ovins, caprins ainsi que bovins, par le biais de l'Office, finançant les analyses de santé animale effectuées par les laboratoires d'analyses de la CdC pour l'exercice 2022 conformément à la délibération de l'Assemblée de Corse.

I.2) La section d'exploitation du Budget Principal

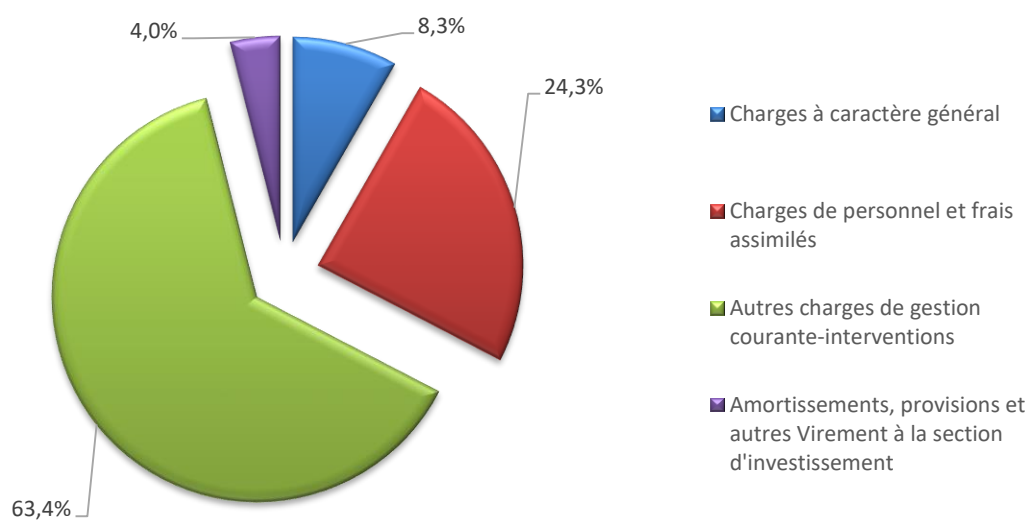
1) Les dépenses

LES DEPENSES : 41 911 757 €

Le total des dépenses du Budget Principal se décline dans le tableau suivant :

Section d'exploitation Budget principal Dépenses	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Evolution BP 2022/ BP 2021
Charges à caractère général	2 742 058 €	3 466 400 €	26,42%
Charges de personnel et frais assimilés	8 930 000 €	10 202 500 €	14,25%
Autres charges de gestion courante -interventions	24 480 000 €	26 586 000 €	8,60%
Amortissements, provisions et autres	1 441 816 €	1 641 350 €	13,84%
Sous-total	37 593 874 €	41 896 250 €	11,44%
Virement à la section d'investissement	73 984 €	15 507 €	-79,04%
Total	37 667 858 €	41 911 757 €	11,27%

Répartition en % des dépenses d'exploitation BP 2022



L'évolution des dépenses totales s'établit à 4 243 899 €, soit une augmentation de 11,3 % par rapport au Budget Primitif 2021.

Cette évolution peut être retracée selon les variations suivantes :

- ❖ Les charges à caractère général augmentent de 26,4 % soit en valeur de 724 342 €.

Concernant les postes en baisse de budget à budget, on relève principalement les dépenses afférentes à la sous-traitance pour - 120 900 € ainsi que les frais liés aux voyages et aux déplacements pour - 35 700 €.

Concernant les postes en hausse, il s'agit essentiellement :

Des dépenses afférentes aux foires et expositions pour 248 500 €, suite à l'allègement des mesures sanitaires de la crise de Covid-19. Le Salon International de l'Agriculture édition 2021 reportée en 2022 a eu lieu à Paris porte de Versailles.

Des dépenses relatives aux locations mobilières (+ 129 100 €) suite à l'agrandissement du parc automobile pour atteindre d'une part l'objectif de déploiement des agents sur le terrain et pour tenir compte d'autre part de la réorganisation de l'Office consécutive à l'intégration du service Agro-Environnement transféré de l'Office de l'Environnement de la Corse le 1^{er} septembre 2021.

Des frais de télécommunications (+ 120 000 €) liés au renouvellement du marché afférent à l'application VPN (Virtual Private Network) nécessaire pour sécuriser la connexion sur Internet durant le télétravail.

Des dépenses d'honoraires (+ 98 000 €) liées au renouvellement des marchés afférents aux prestations de conseils juridiques en droit privé ainsi qu'en droit public et à une étude fiscale réalisée par des juristes spécialisés sur l'intégration de la structure Corsic'Agropôle au sein de l'Office.

Des dépenses de fournitures d'entretien et de petit équipement (+ 67 150 €) associées essentiellement aux achats de fournitures consommables de laboratoire et divers nécessaires à l'exploitation des stations expérimentales ainsi qu'au fonctionnement quotidien de l'Office.

Des dépenses de maintenance (+ 62 000 €) au regard du renforcement du développement des outils informatiques et des systèmes de sécurité qui leur sont associés.

- ❖ Les charges de personnel et frais assimilés progressent de 14,3 %, soit 1 272 500 €. Cette augmentation est attribuée essentiellement aux 15 agents du service Agro-Environnement transférés de l'OEC à l'ODARC le 1^{er} septembre 2021.

- ❖ Les opérations d'interventions au titre du Budget Principal s'accroissent globalement de 2 106 000 € soit de 8,6 %.

Au titre du PDRC (FEADER + Top Up), on notera une augmentation de 1 289 000 €. Cette augmentation s'explique par les mesures relatives aux exploitations agricoles (+ 1 200 000 €), au patrimoine culturel et naturel ainsi qu'aux actions de sensibilisation environnementale (+ 450 000 €), au soutien au développement local LEADER (+ 270 000 €) et aux entreprises rurales (+ 200 000 €). En revanche, les mesures MAEC et Industries Agro-Alimentaires sont en baisse respectivement de 250 000 € et 542 000 €. Le programme FEADER de budget à budget progresse de 1 089 000 €.

Dans le cadre du programme hors PDRC, les opérations progressent de 1 020 000 €. Cette augmentation est liée aux mesures en faveur du plan investissement collectif (+ 400 000 €), des appels à projets collectifs (+ 400 000 €), des activités économiques en milieu rural (+ 195 000 €) et des aides simplifiées aux investissements viticoles (+ 100 000 €).

Concernant le programme Opérations Spécifiques, les opérations diminuent de 203 000 €. Cette diminution s'explique principalement par les variations suivantes :

Au titre de la CdC, les mesures afférentes à la promotion des produits locaux et le dispositif de gestion de crise diminuent respectivement de - 1 000 000 € et de - 800 000 €. En revanche, les mesures liées au Salon International de l'Agriculture (+ 550 000 €), aux activités d'expérimentation dans le domaine de l'aménagement foncier (+ 500 000 €), de la valorisation des produits forestiers (100 000 €) et du contrôle des mesures SIGC (+ 150 000 €) sont en augmentation.

Quant aux fonds émanant de l'Etat, une augmentation de 227 000 € en faveur des mesures telles que les autres MAE et l'animation liée au développement du bois est enregistrée.

- ❖ Les autres dépenses (dotations aux amortissements, provisions et autres) s'accroissent de 199 534 € soit de 13,8 %. L'augmentation est liée principalement aux dotations aux amortissements sur les immobilisations incorporelles et corporelles afférentes à la structure Corsic'Agropôle dont l'intégration au sein de l'Office est prévue au 1^{er} juillet 2022.

L'ensemble des dépenses qui se fixe à 41 911 757 €, se détaille comme suit :

- ✓ **Les charges à caractère général – chapitre 011** : 3 466 400 € soit 8,3 % du total général.

Les charges à caractère général se composent des éléments suivants :

- **Les achats** avec 402 250 € qui se rapportent principalement aux carburants et fluides (83 000 €), aux fournitures administratives (35 550 €), aux fournitures agricoles (55 000 €), aux fournitures non stockables (74 000 €) et aux achats d'autres matières et fournitures (154 700 €).

- **Les services** extérieurs avec 1 570 100 € afférents notamment aux dépenses infra qui représentent 97,1 % du total du poste :

- La sous-traitance se fixe à 673 600 € dont 250 000 € relèvent d'opérations liées à la promotion de l'agriculture et des produits agricoles, 150 000 € concernent la campagne de contrôle SIGC et 75 000 € relatifs à diverses études liées aux problématiques forestières.
- Les locations mobilières et immobilières se fixent à 339 600 €. Elles progressent de budget à budget de 115 600 € suite à l'accroissement du parc locatif automobile explicité supra.
- Les travaux d'entretien et de maintenance sont prévus à hauteur de 350 500 €. Ils connaissent une augmentation de 70 000 €, au regard des frais de remise en état de l'ancien parc automobile en location dans la perspective de son renouvellement en 2022 et du renforcement du développement des outils informatiques et des systèmes de sécurité qui leur sont associés.
- Les primes d'assurance s'élèvent à 95 300 €, soit une légère augmentation de 300 € par rapport à l'exercice précédent.
- Les frais de documentation et de formation s'établissent à 65 100 €. Les dépenses de formation augmentent de 15 500 € par rapport au budget 2021.

- **Les autres services extérieurs** avec 1 477 800 € qui sont liés principalement :

- Aux actions d'annonces et insertions (128 000 €) et publications (116 000 €) effectuées notamment dans le cadre des opérations de promotion de l'agriculture insulaire et des produits agricoles.
- Aux déplacements missions-réceptions (72 800 €) réalisés au titre des missions dévolues à l'Office en particulier en matière d'instruction, de contrôle, de paiement des aides et de conseil auprès des bénéficiaires.
- Aux rémunérations d'intermédiaires, honoraires et frais d'actes et contentieux (186 700 €).
- Aux frais de nettoyage des locaux (57 000 €) et aux frais de télécommunications et postaux (285 500 €).
- Enfin, le poste « foires et expositions » se fixe à 598 500 € dont 550 000 € sont dédiés à la gestion du Salon International de l'Agriculture édition 2022 et autres actions de promotion pour 48 500 €.

L'ensemble de ces dépenses représentent 97,7 % du poste « Autres services extérieurs ».

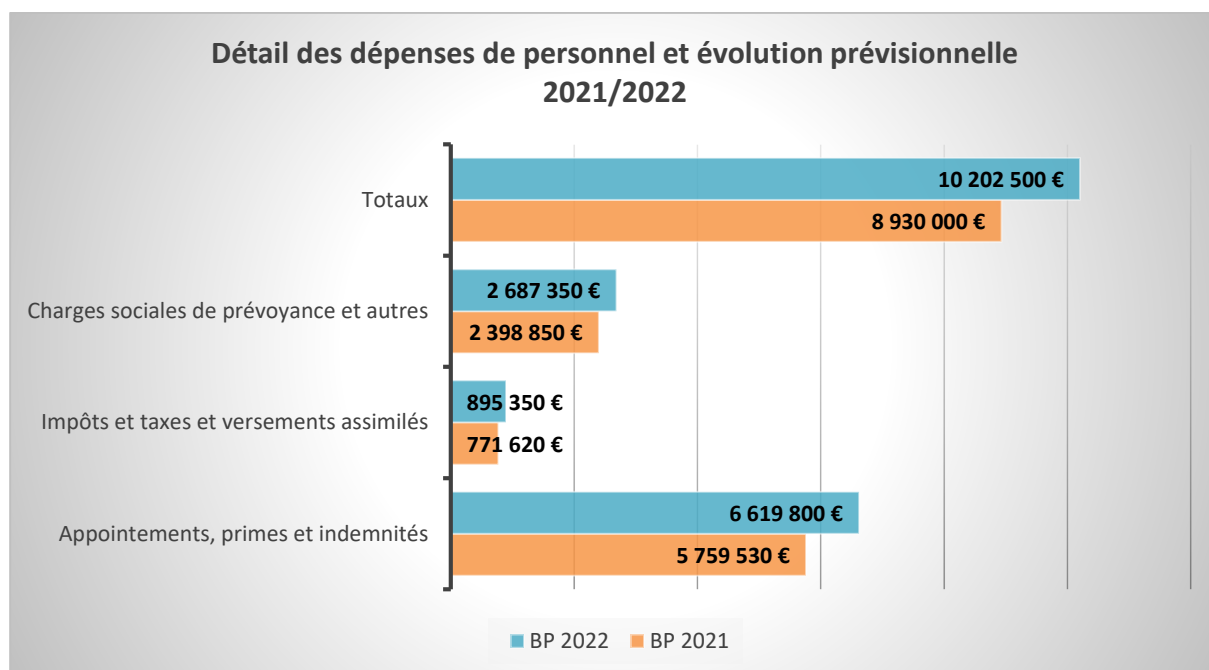
- **Des impôts, taxes et versements assimilés** constitués des taxes fiscales et des autres impôts qui s'élèvent à 16 250 €.

✓ **Les charges de personnel et frais assimilés - chapitre 012** : 10 202 500 € soit 24,3 % du total général.

Le budget du personnel au titre de l'exercice 2022 a été construit sur la base des hypothèses principales suivantes :

- Le plafond de la sécurité sociale n'est pas revalorisé en 2022 en raison du contexte économique lié à la crise sanitaire de la Covid-19. Il reste au même niveau que celui de l'année 2021 à 3 428 € mensuel.
- Le point d'indice fixé à 5,2664 est identique à celui de 2021.
- Un départ à la retraite et une rupture de contrat sont prévus.
- Trois mises en disponibilité sont prévues, dont deux en filière administrative : un rédacteur et un rédacteur principal, et une en filière technique : un chef de division.
- Deux mises à disposition sont prévues, dont une en filière administrative : un chef de service, et une en filière technique : un responsable technique.
- La valeur du titre restaurant fixée à 9,25 € avec une participation de l'Office à 60 % (part patronale) reste inchangée.
- Les effectifs du personnel en emploi permanent se fixent à 139 postes budgétaires représentant 131,6 ETP prévus au budget.
- Les Contrats à Durée Déterminée à hauteur de 6,6 ETP, les contrats d'Apprentissage à hauteur de 3 ETP ainsi qu'un contrat Cifre à hauteur de 1 ETP sont également prévus.

- La reconduction du fonds social est proposée à hauteur de 1 525 €.
- En termes d'évolution, les prévisions de charges de personnel et frais assimilés progressent globalement en volume de 1 272 500 € entre 2021 et 2022. Cet accroissement se compose d'appointements, de congés payés, de primes et d'indemnités pour 860 270 € et de charges sociales et impôts et taxes assis sur les salaires pour 412 230 €.
- Concernant la structure des emplois permanents, la répartition en termes d'effectifs devient plus favorable à la filière technique qui passe de 52 % à 60 % des postes budgétaires. La répartition en pourcentage des postes par catégorie se modifie au profit de la catégorie des cadres supérieurs, passant de 62 % à 65 %.
- Concernant les emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée (CDD) diminue entre les deux budgets passant de 11,3 à 6,6 ETP. Les CDD de remplacement diminuent de 2,3 ETP ainsi que les CDD pour surcroît d'activité de 2,4 ETP.
- Le nombre de contrats d'apprentissage augmente, passant de 2,6 à 3 ETP, et un contrat Cifre est budgété à hauteur de 1 ETP en 2022 à un niveau identique à 2021. Il faut souligner que l'Office collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.



✓ **Les autres charges de gestion courante - interventions - article 658 : 26 586 000 € soit 63,4 % du total général.**

Les opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, augmentent de 2 106 000 € soit 8,6 %, tel qu'expliqué supra.

✓ **Les amortissements, provisions et autres chapitres 65 à 68, 022 et 042** : 1 641 350 € soit 3,9 % du total général.

Ce poste regroupe les dotations aux amortissements et provisions, les charges exceptionnelles, et les autres charges de gestion courante (hors comptes 658 liés aux interventions). Il se décompose comme suit :

- **Redevances et autres charges de gestion courante** : 1 500 €.
- **Indemnités et frais de mission des élus** : 11 500 € constitués de l'indemnité de représentation du Président de l'Office, et du remboursement de frais aux autres élus de la CdC assistant aux différents Conseils d'Administration de l'établissement.
- **Charges exceptionnelles** : 304 862 €. Ce chapitre concerne 292 362 € de provisions de remboursement de subventions aux différents financeurs nationaux suite à des ordres de reversement à émettre envers des bénéficiaires d'aides, 5 000 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit et 7 500 € à titre divers.
- **Amortissements** : 1 139 228 € au titre de la prévision pour dépréciation des actifs immobilisés calculés sur la base des acquisitions antérieures auxquelles se rajoutent les acquisitions projetées sur l'exercice 2022.
- **Dépréciations des actifs circulants** : 1 000 € concernant des créances ne relevant pas des conséquences des contrôles relatifs aux interventions de l'Office ayant entraînés l'émission d'ordres de reversement.
- **Provisions pour risques et charges d'exploitation** : 100 000 € inhérents à la provision pour Compte Epargne Temps et 40 000 € au titre d'un contentieux lié à la passation de contrats relevant de la commande publique.
- **Dépenses imprévues** : 5 000 €, permettant éventuellement d'alimenter en cours d'exercice un article non ouvert au présent budget, à justifier par une délibération et les pièces justificatives afférentes en cas d'utilisation de ces crédits.
- **Stocks issus des stations expérimentales** : 38 260 €. Il s'agit des stocks initiaux afférents au cheptel ovin et aux aliments dédiés et qui constituent des opérations d'ordre budgétaire de transfert entre les sections d'exploitation et d'investissement.

✓ **Le virement à la section d'investissement – chapitre 023** : 15 507 € soit 0,04 % du total général.

Le virement à la section d'investissement se fixe à 15 507 €.

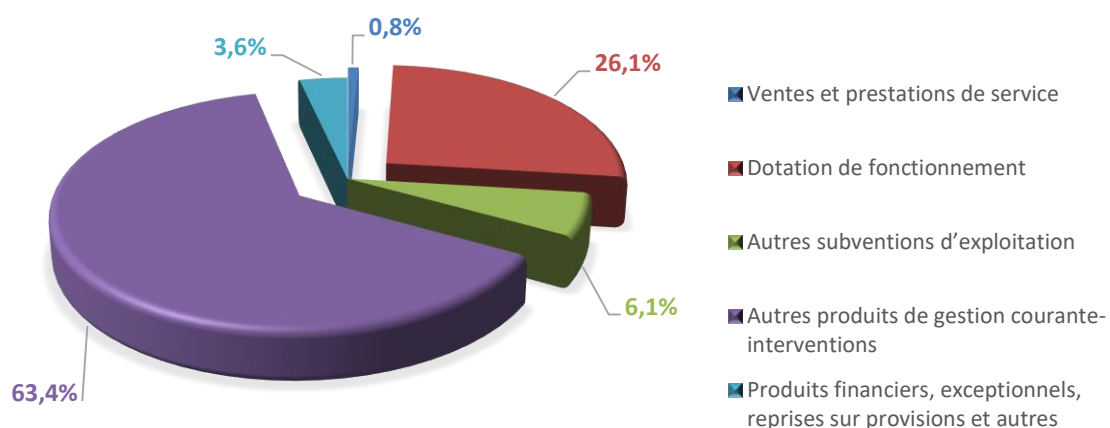
2) Les recettes

LES RECETTES : 41 911 757 €

Le total des recettes du Budget Principal se répartit ainsi :

Section d'exploitation Budget principal Recettes	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Evolution BP 2022/ BP 2021
Ventes et prestations de service	289 000 €	335 766 €	16,18%
Dotation de fonctionnement	9 200 000 €	10 954 000 €	19,07%
Autres subventions d'exploitation	2 069 000 €	2 539 250 €	22,73%
Autres produits de gestion courante – interventions	24 480 000 €	26 586 000 €	8,60%
Produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres	1 629 858 €	1 496 741 €	-8,17%
Total	37 667 858 €	41 911 757 €	11,27%

Répartition en % des recettes d'exploitation BP 2022



Par rapport au Budget Primitif 2021, les recettes totales augmentent de 4 243 899 €, soit de 11,3 %. Cette évolution des recettes peut être détaillée à partir des variations suivantes :

- ❖ Les prévisions de ventes et prestations de service augmentent de 46 766 € soit de 16,2 % par rapport au budget 2021. Cette augmentation est liée aux prestations de service afférentes à l'assistance à la constitution et au dépôt sous TéléPAC des dossiers PAC 2022 des bénéficiaires (27 000 €), ainsi que des locations diverses (20 766 €).
- ❖ La dotation de fonctionnement augmente de 1 754 000 €, soit de 19,1 % en comparaison du Budget 2021. Cette augmentation se répartit de la manière suivante :
 - 2 % d'accroissement en lien avec le fonctionnement de l'ODARC après 3 années de statu quo en 2017, 2018 et 2019, une augmentation de 2 % en 2020 et de 0,4 % en 2021.
 - 0,9 % au titre de l'embauche d'un agent supplémentaire pour assurer les missions inhérentes à la mise en œuvre et au suivi de la PAC 2023-2027.
 - 12,5 % d'accroissement par rapport à l'intégration à l'ODARC du service Agro-Environnement de l'OEC (15 agents).
 - 3,8 % au titre des coûts de fonctionnement inhérents à l'intégration à l'ODARC de la structure Corsic'Agropole à partir du 1er juillet 2022.
- ❖ Les autres subventions d'exploitation s'accroissent de 470 250 €, soit de 22,7%. Cette augmentation est expliquée principalement par les variations suivantes :

D'une part, la mobilisation de la subvention d'exploitation en provenance de la CdC (+ 287 000 €) et de l'Etat (+ 172 000 €). Elle finance les actions en faveur du pastoralisme ainsi que les actions orientées vers la prévention des incendies en milieu rural, et la rétrocession d'une partie de la dotation de fonctionnement en provenance de la CdC par l'OEC en faveur de l'ODARC (financement des charges de personnel afférentes au Compte Epargne Temps des agents transférés à l'ODARC pour 245 250 €). D'autre part, une mobilisation moindre sur l'exercice 2022 de la subvention d'exploitation en provenance de l'UE finançant les actions de l'assistance technique FEADER (- 330 000 €).
- ❖ Les recettes afférentes au financement des opérations d'intervention progressent de 2 106 000 € dans les mêmes proportions que les dépenses qu'elles financent, soit de 8,6 %, hors part UE-FEADER détaillée au Budget Annexe.
- ❖ Les autres recettes (produits financiers, exceptionnels ...) enregistrent une diminution de 133 117 €. Cette diminution est liée essentiellement à un montant prévisionnel des ordres de reversement à émettre auprès de bénéficiaires d'aides n'ayant pas respecté leurs obligations contractuelles moins important que celui prévu en 2021.
- ✓ **Les ventes et prestations de service - chapitre 70 : 335 766 € soit 0,8 % du total général.**

Ce chapitre comprend la mise à disposition de personnel (239 000 €), les ventes relatives au lait et au cheptel au titre de la station expérimentale d'Altiani (40 000 €), les prestations de services (27 000 €) et les locations diverses (29 766 €).

✓ **Les subventions d'exploitation - chapitre 74** : 13 493 250 € soit 32,2 % du total général.

Ce chapitre se compose de deux postes :

- **La dotation de fonctionnement** octroyée par la CdC qui s'établit à 10 954 000 €.
- **Les autres subventions d'exploitation** qui s'élèvent à 2 539 250 €.

Ces dernières financent les missions et les programmes déclinés ci-après.

- L'organisation du Salon International de l'Agriculture édition 2022 appelle 550 000 € de crédits émanant de la CdC. La CdC et l'Office poursuivront leur présence et leur collaboration auprès des Chambres d'Agriculture afin de promouvoir l'agriculture insulaire et les produits du terroir. L'objectif étant de donner au grand public une image positive de la Corse.
- Les missions agricoles anciennement dévolues à l'Agence de Services et de Paiement pour le compte du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt en tant qu'organisme payeur des aides d'Etat se poursuivent elles aussi et sont financées à hauteur de 272 000 €.
- Les actions forestières et l'animation foncière appellent 133 000 € de recettes.

Les actions forestières s'articulent autour de la certification des bois locaux en inscrivant la marque Lignum Corsica via le COFRAC dans une démarche de certification, ainsi que de la sensibilisation des maîtres d'ouvrages publics et privés à l'utilisation du bois local.

Quant à l'animation foncière, celle-ci vise en particulier l'organisation d'un soutien des activités des AFP, afin d'optimiser des mises en valeur et d'assurer une gestion du territoire rural en conformité avec les orientations définies par la CdC.

- La campagne de contrôle SIGC 2022 bénéficie de 150 000 € d'aide régionale.

Au titre du PDRC 2014-2020 cette compétence trouve ses fondements dans les rapports des différents corps d'audit nationaux et européens, et s'appuie en particulier sur le règlement UE n°1306/2013 du 17/12/2013 qui attribue par nature l'ensemble des missions de contrôle aux organismes payeurs.

Comme les contrôles du premier pilier de la Politique Agricole Commune (gestion conservée par l'Etat) peuvent impacter les mesures du deuxième pilier, l'Office est dans l'obligation de déléguer les contrôles SIGC à l'Agence de Services et de Paiement, dont le financement des coûts suscités par ces contrôles est assuré par le programme opérations spécifiques de la CdC.

- Les actions visant à la Promotion des produits et des territoires, et à la sensibilisation du jeune public se pérennisent avec l'appui de la CdC (430 000 €), à savoir :

La poursuite d'actions de communication pour les produits agricoles ne bénéficiant pas encore de certification (agneau, cabri, veau, fruits et légumes, fromage...) et pour l'agriculture corse en général.

Pour les adhérents des territoires constitués, le déploiement confirmé des routes des sens authentiques afin de valoriser le développement des circuits courts par la structuration et la mise en marché d'itinéraires agritouristiques sur les territoires ruraux.

- L'action d'accompagnement de la filière caprine corse (120 000 €).

Au regard des difficultés rencontrées par la filière caprine corse, le Service Développement Economique et Coopération est chargé d'assurer l'animation de la filière, la mise en place du schéma de sélection de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Le rôle des deux techniciens caprins en charge de l'accompagnement est à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants et d'accompagner les opérations de Recherche et Développement, de sélection et de multiplication au niveau de la filière. Il s'agit aussi pour eux d'organiser et d'animer le comité technique, de gérer le haras de boucs et de développer des opérations de sélection génétique.

Ces actions sont financées via le programme hors FEADER et hors Top up de la CdC.

- Les actions de transfert de technologie (120 000 €).

Il s'agit :

- de participer au schéma de sélection de la filière porcine Nustrale en mettant en œuvre le contrôle de performance de la race, en réalisant certains travaux liés à la sélection (études sanitaires, génétiques, etc.) et en gérant l'outil de sélection qu'est la verraterie d'Altiani.
- de relancer l'expérimentation en filière ovine lait notamment dans le cadre de la mise en place d'un nouveau protocole sur la capacité d'ingestion de la brebis corse à la station expérimentale d'Altiani.
- de participer aux expérimentations sur les ferments en filière fromagère en effectuant notamment les analyses nécessaires aux travaux de recherche définis par les comités scientifiques et techniques.

- Les actions en faveur du pastoralisme afin de promouvoir auprès des éleveurs une reconquête des espaces pastoraux en déprise et combustibles (contribution efficace à la prévention des incendies ainsi qu'à une gestion des pratiques et des ressources raisonnée, performante et plus respectueuse de l'environnement) et les actions orientées plus globalement vers la prévention des incendies en milieu rural bénéficient de 287 000 € d'aides de la CdC et 172 000 € d'aides d'Etat. Ces actions sont assurées par les agents du service Agro-Environnement transférés de l'OEC à l'ODARC.
- La rétrocession d'une partie de la dotation de fonctionnement en provenance de la CdC par l'OEC en faveur de l'ODARC dans le cadre de la convention du 18 juin 2021 relative aux modalités de transfert à l'ODARC du service Agro-Environnement de l'OEC (245 250 €). Elle permet de financer les charges de personnel afférentes au Compte Epargne Temps des agents transférés à l'ODARC. Conformément à la convention, l'ODARC émettra à l'encontre de l'OEC des titres de recettes correspondant à la concrétisation des droits relatifs au nombre de jours inscrits sur le CET, au fur et à mesure où les agents les feront valoir auprès de l'ODARC.
- Les actions à l'origine d'aides diverses (1er pilier PAC, aides aux contrats d'apprentissage et contrat Cifre ...) bénéficient d'aides à hauteur de 60 000 €.

✓ **Les produits de gestion courante - interventions - article 758** : 26 586 000 € soit 63,4 % du total général.

Les ressources afférentes au financement des opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, augmentent de 2 106 000 € au regard de la structure des mesures auxquelles elles sont adossées. L'ensemble de ces contributions publiques au titre de ces interventions ont déjà été décrites supra.

✓ **Les produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres - chapitres 75 à 79, 013 et 042** : 1 496 741 € soit 3,6 % du total général.

Ce poste comprend :

- **Les remboursements sur rémunérations et charges du personnel** pour 346 975 € dont 300 000 € relevant des absences de personnel suite à maladie, accident de travail, ou maternité, 43 475 € liés au départ à la retraite d'un agent du service Agro-Environnement transféré de l'OEC, ainsi que 3 500 € afférents à la compensation sous forme d'une déduction de cotisations sociales de l'indemnité inflation versée.

- **Les autres produits de gestion courante** à hauteur de 1 000 €.

- **Les autres produits financiers**, soit 500 €, relatifs aux intérêts de retard calculés suivant les créances totalement recouvrées dans le cadre de la gestion du programme FEADER.

- **Les produits exceptionnels** à hauteur de 296 862 € qui se composent essentiellement d'ordres de reversement prévus à l'encontre de bénéficiaires ultimes n'ayant pas respecté leurs engagements contractuels à hauteur de 291 862 €, ainsi que de la neutralisation des droits à reversement envers les financeurs nationaux suite à l'annulation des ordres de reversement consécutifs à des recours favorables pour 5 000 €.

- **Les Opérations d'ordre de transfert entre sections** (851 404 €).

Il s'agit des quotes-parts sur subvention d'investissement virées au résultat de l'exercice pour 818 404 € ainsi que des stocks en fin d'exercice, à structure comparable aux stocks initiaux pour 33 000 €.

I.3) La section d'investissement du Budget Principal

1) Les dépenses

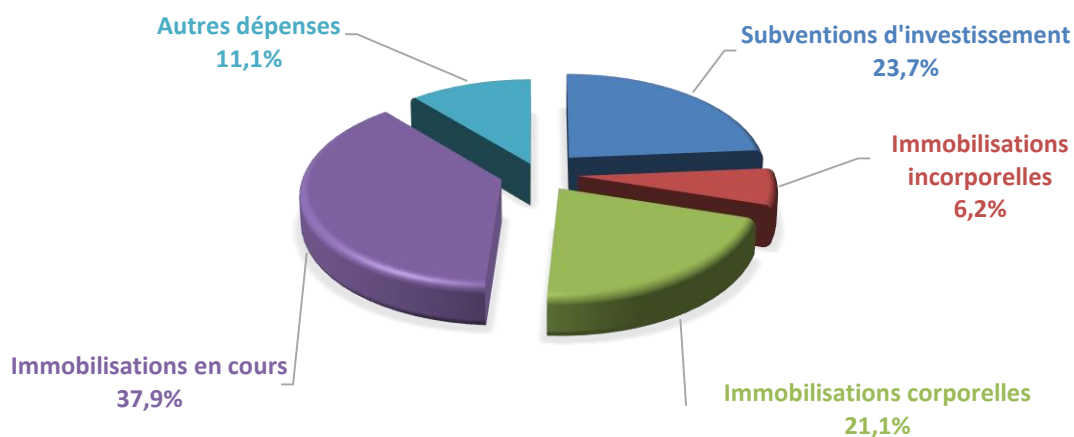
LES DEPENSES : 3 457 404 €

Les dépenses du Budget principal se répartissent comme suit :

Section d'investissement Budget principal Dépenses	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Evolution BP 2022/ BP 2021
Subventions d'investissement	825 550 €	818 404 €	- 0,9 %
Immobilisations incorporelles *	71 500 €	215 500 €	201,4 %
Immobilisations corporelles*	1 116 500 €	728 500 €	- 34,8 %
Immobilisations en cours*	1 052 000 €	1 312 000 €	24,7 %
Autres dépenses	533 000 €	383 000 €	- 28,1 %
Total	3 598 550 €	3 457 404 €	- 3,9 %

* y compris les opérations patrimoniales (chapitre 041)

Répartition en % dépenses d'investissement BP 2022



Par rapport au Budget Primitif 2021, les dépenses d'investissement se réduisent de 141 146 €, soit de - 3,9 %.

Cette diminution s'explique essentiellement par les variations suivantes :

Les immobilisations en cours en comparaison au Budget Primitif 2021 augmentent de 260 000 €, ainsi que les immobilisations incorporelles de 144 000 €, dont 142 000 € se rapportant à l'acquisition de logiciels. En revanche, les immobilisations corporelles diminuent de 388 000 €. Celle-ci est liée principalement à l'opération d'acquisition d'un bâtiment au Domaine de Casabianca dont le projet estimé à 280 000 € n'a pas été reconduit au BP 2022.

S'agissant des autres dépenses, la mobilisation de fonds de financement (prêts d'honneur et garantie bancaire) diminue de 150 000 € correspondant aux besoins moins importants exprimés par les organismes gestionnaires.

Les dépenses d'investissement s'établissent à 3 457 404 € et se répartissent comme suit :

✓ **Les subventions d'investissement** se fixent à 818 404 €.

Elles sont constituées par la contrepartie des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice.

✓ **Les immobilisations incorporelles** s'établissent à 215 500 € dont 1 500 € dédiés aux opérations patrimoniales.

Ces dépenses d'investissement annuelles comprennent entre autres :

- Des prestations appuyant les évolutions de l'outil MVA pour 43 000 € au titre des processus de traitement des aides, et relevant de l'infrastructure du serveur, de la solution de sauvegarde des postes de travail ainsi que de divers logiciels informatiques pour 74 000 €.

✓ **Les immobilisations corporelles** se fixent à 728 500 € dont 6 500 € d'opérations patrimoniales.

Ces dépenses d'investissement ont un caractère annuel, il s'agit principalement de :

- Nouveaux investissements qui comprennent pour le volet informatique, le renouvellement des postes informatiques pour 85 000 €, l'acquisition de matériels divers associés pour 47 000 € ainsi que l'acquisition de matériel de visioconférence pour 60 000 €.

- L'installation de serrures électroniques au siège social de l'Office pour 80 000 €, la mise œuvre d'opérations de raccordement de la fibre optique pour 30 000 € et l'acquisition de mobiliers de bureau évalué à 50 000 € pour faire suite à une recommandation de la médecine du travail et à l'agrandissement des locaux de l'Office.

- La poursuite de l'actualisation de la signalétique des Routes des Sens Authentiques, avec l'installation de panneaux et de bornes à hauteur de 100 000 €.

- L'acquisition de matériels agricoles pour 100 000 €, de matériels d'exploitation et de laboratoire pour 50 000 €, la mise en œuvre d'opérations d'aménagement de terrains et de constructions pour 35 000 €, et 20 000 € à titre divers nécessaires aux opérations menées par l'Office et les différentes filières sur le site.

- L'acquisition d'équipement de fourrage pour 20 000 € et l'aménagement de terrains situés à la station de Migliacciaro pour 40 000 €.

Ces investissements représentent 99,3 % des immobilisations corporelles.

- ✓ **Les immobilisations en cours - chapitre 23** : 1 312 000 € dont 2 000 € au titre des opérations patrimoniales.

Les « immobilisations en cours » hors opérations patrimoniales prévues sur l'exercice se déclinent ci-après :

Au titre des dépenses d'investissement annuelles :

- L'aménagement de l'unité de production de plants de châtaignier et d'arboriculture traditionnelle de montagne pour 20 000 €.
- L'aménagement des nouveaux locaux achetés à la SITEC y compris de la passerelle reliant le bâtiment Plein Sud et le bâtiment principal du siège social de l'Office pour 270 000 € ainsi que des travaux de voirie et réseaux divers visant à résoudre le problème d'inondation des locaux en cas de fortes pluies pour 150 000 €.

Au titre des dépenses d'investissement pluriannuelles :

- L'assistance à maîtrise d'ouvrage afférente au projet de création d'un pôle viande de petits ruminants pour 50 000 €.
- La construction d'un bâtiment de stockage pour le cheptel caprin sur le site de la station expérimentale d'Altiani pour 80 000 €, des travaux relevant de la création d'un nouvel espace bergerie y compris un hangar de fourrage et matériels pour 200 000 €, ainsi que des travaux d'agrandissement de la fromagerie avec un sas afin de respecter les normes sanitaires pour 90 000 €.
- La réhabilitation du site de la station expérimentale de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales, avec la création d'un bâtiment technico administratif constitué d'un espace d'accueil dédié aux bureaux, d'une salle de réunion, d'un laboratoire, et permettant de regrouper sur le site, d'une part l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle, et d'autre part, la permanence de l'Office et de ses partenaires (OEHC, CDA, Groupement des producteurs de fourrage et de céréales...). Cette opération d'investissement appelle 300 000 € de crédits de paiement pour 2022. De plus, il est prévu une opération de construction d'un hangar de stockage de matériels pour 150 000 €.

- ✓ **Les autres dépenses - chapitres 26, et 040** : 383 000 €

Elles se composent :

- Des autres formes de participations financières pour 350 000 €, correspondant à la mobilisation des fonds de financement destinés aux jeunes agriculteurs leur permettant l'accès à des prêts d'honneur et de bénéficier de contre-garanties bancaires.
- Des stocks de fin d'exercice prévus dans les stations pour 33 000 €.

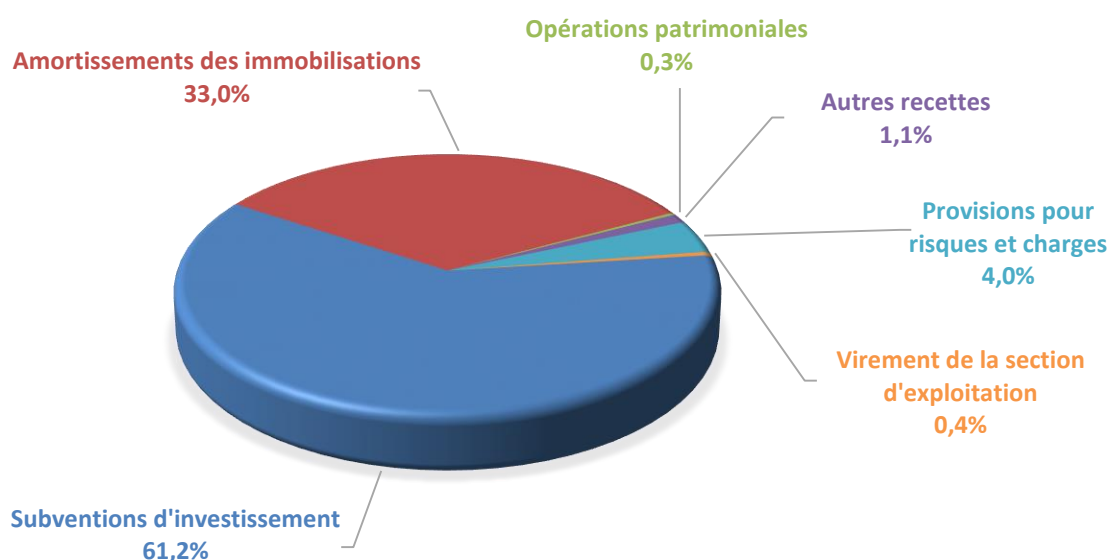
2) Les recettes

LES RECETTES : 3 457 404 €

Les recettes du Budget Principal comprennent :

Section d'investissement Budget principal Recettes	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Evolution BP 2022/ BP 2021
Subventions d'investissement	2 507 558 €	2 114 409 €	- 15,7 %
Provisions pour risques et charges	110 000 €	140 000 €	27,3 %
Immobilisations incorporelles	10 000 €	10 000 €	0 %
Amortissements des Immobilisations	869 000 €	1 139 228 €	31,1 %
Autres recettes	28 008 €	38 260 €	36,6 %
Virement de la section d'exploitation	73 984 €	15 507 €	- 79,0 %
Total	3 598 550 €	3 457 404 €	- 3,9 %

Répartition en % des recettes d'investissement BP 2022



Les recettes d'investissement diminuent de 141 146 € par rapport au Budget Primitif 2021 soit de - 3,9%. Cette diminution de recettes, à l'instar de celle des dépenses citée plus haut, trouve essentiellement son explication dans la moindre mobilisation de subventions d'investissement en provenance de la CdC permettant de financer les opérations de dépenses réelles d'investissement.

- **Les subventions d'investissement - chapitre 13 : 2 114 409 €**

Les immobilisations incorporelles, corporelles ainsi qu'en cours trouvent majoritairement leur financement sur des crédits en provenance de la CdC, soit 1 712 909 €, et des aides de l'AUE, soit 51 500 €. A cela s'ajoute 350 000 € permettant de satisfaire les besoins émanant des fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs.

- **Les opérations d'ordre de transfert entre sections - chapitre 040** comprennent :

- **Les provisions pour risques et charges - chapitre 15 : 140 000 €**

Ce poste qui trouve sa contrepartie en dépenses d'exploitation, est constitué par une provision au titre du Compte Epargne Temps ainsi que par une provision pour litiges et contentieux dans le cadre de la passation d'un marché public de travaux.

- **Les amortissements des immobilisations - chapitre 28 : 1 139 228 €**

Les amortissements selon le type d'immobilisations se répartissent comme suit :

* Immobilisations incorporelles : 53 673 €

* Immobilisations corporelles : 1 085 555 €

- **Les autres recettes - chapitres 31 et 355 : 38 260 €**

Elles se composent des stocks initiaux d'aliments et de cheptel valorisés dans les stations pour 38 260 €.

- **Les opérations patrimoniales - chapitre 041 : 10 000 €**

Ce chapitre, qui correspond aux opérations patrimoniales, est constitué par la contrepartie des frais d'insertion.

- **Le virement de la section d'exploitation : 15 507 €**

L'équilibre de la section d'investissement nécessite un virement de la section d'exploitation de 15 507 €.

I.4) La section d'exploitation du Budget Annexe FEADER

1) Les dépenses

LES DEPENSES : 24 879 564 €

Le total des dépenses du Budget Annexe FEADER se décompose comme suit :

Section d'exploitation Budget annexe FEADER Dépenses	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Evolution BP 2022/ BP 2021
Autres charges de gestion courante – interventions	20 689 500 €	24 220 000 €	17,1 %
Charges exceptionnelles	650 750 €	659 564 €	1,4 %
Total	21 340 250 €	24 879 564 €	16,6 %

Les opérations d'interventions au titre du Budget Annexe augmentent de 3 539 314 € soit en pourcentage de 16,6 %.

Le total des dépenses de 24 879 564 €, se décompose comme suit :

✓ **Les autres charges de gestion courante - interventions : 24 220 000 €.**

Les aides accordées par l'Office aux exploitants agricoles et forestiers, aux acteurs en milieu rural et aux organismes de développement dans le cadre du programme FEADER 2014-2020 sont détaillées dans la première partie du rapport.

✓ **Les charges exceptionnelles : 659 564 €.**

Ce poste est constitué :

- De 653 564 € de remboursement de subventions prévus en faveur des financeurs suite à l'émission prévisionnelle d'ordres de reversement envers des bénéficiaires d'aides.
- De 5 000 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.
- De 1 000 € d'autres charges exceptionnelles.

2) Les recettes

LES RECETTES : 24 879 564 €

Le total des recettes du Budget Annexe FEADER se répartit ainsi :

Section d'exploitation Budget annexe FEADER Recettes	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Evolution BP 2022/ BP 2021
Autres produits de gestion courante - interventions	20 689 500 €	24 220 000 €	17,1 %
Produits financiers et exceptionnels	650 750 €	659 564 €	1,4 %
Total	21 340 250 €	24 879 564 €	16,6 %

Le total des recettes s'élevant à un montant de 24 879 564 € se décline ci-après :

✓ Les autres produits de gestion courante - interventions : 24 220 000 €.

Ce chapitre est constitué par les ressources en provenance de l'Union Européenne, via la mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA), afférentes au financement des opérations d'interventions et de développement au titre du programme FEADER 2014-2020.

✓ Les produits financiers et exceptionnels : 659 564 €.

Ce poste se compose :

- D'ordres de reversement (en principal + intérêts) prévus à l'encontre de bénéficiaires d'aides (653 564 €) qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels.
- De la neutralisation de la charge de reversement (5 000 €) suite à annulation prévue d'ordres de reversement envers l'Etat membre au titre du programme FEADER correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.
- D'autres produits exceptionnels (1 000 €).

I.5) La section d'investissement du Budget Annexe FEADER

Aucune opération en dépenses et en recettes n'est imputée à la section d'investissement du Budget Annexe FEADER.